

Table des matières

(avec renvoi aux pages)

Liste des abréviations	5
Sommaire	9
Introduction.....	15

Partie 1

Acteurs spécifiques du droit pénal social

TITRE 1

Acteurs judiciaires

CHAPITRE 1. MINISTÈRE PUBLIC.....	21
CHAPITRE 2. JURIDICTIONS.....	23
Section 1. Juridictions correctionnelles.....	23
1. <i>Base légale</i>	23
2. <i>Composition des chambres</i>	23
2.1. COMPOSITION DES CHAMBRES EN PREMIÈRE INSTANCE.....	23
2.2. COMPOSITION DES CHAMBRES EN APPEL	24
3. <i>Compétence</i>	25
Section 2. Juridictions du travail.....	25
1. <i>Base légale</i>	25
2. <i>Composition des chambres</i>	25
2.1. COMPOSITION DES CHAMBRES EN PREMIÈRE INSTANCE.....	25
2.2. COMPOSITION DES CHAMBRES EN DEGRÉ D'APPEL	26
3. <i>Compétence</i>	26

Section 3. Juridictions de police	26
1. <i>Base légale</i>	26
2. <i>Composition des chambres</i>	27
2.1. COMPOSITION DES CHAMBRES EN PREMIÈRE INSTANCE.....	27
2.2. COMPOSITION DES CHAMBRES EN APPEL	27
3. <i>Compétence</i>	28

TITRE 2

Acteurs enquêteurs

CHAPITRE 1. SERVICES DE POLICE	31
CHAPITRE 2. SERVICES D'INSPECTION SOCIALE	33
Section 1. Considérations liminaires	33
Section 2. Inspections dépendant d'un Service public fédéral S.P.F. Emploi, Travail et Concertation sociale	34
1. <i>Contrôle des lois sociales</i>	34
1.1. COMPÉTENCES.....	34
1.2. ORGANISATION.....	36
2. <i>Contrôle du bien-être au travail</i>	36
2.1. COMPÉTENCES.....	36
2.2. ORGANISATION.....	36
Section 3. Inspections dépendant d'une Région	37
1. <i>Région wallonne</i>	37
1.1. COMPÉTENCES.....	37
1.2. ORGANISATION.....	37
2. <i>Région de Bruxelles-Capitale</i>	37
2.1. COMPÉTENCES.....	37
2.2. ORGANISATION.....	38
3. <i>Région flamande</i>	38
3.1. COMPÉTENCES.....	38
3.2. ORGANISATION.....	39
Section 4. Inspections dépendant des parastataux	40
1. <i>Office national de sécurité sociale</i>	40
1.1. COMPÉTENCES.....	40
1.2. ORGANISATION.....	40
2. <i>Office national de l'emploi</i>	41

2.1. COMPÉTENCES.....	41
2.2. ORGANISATION.....	42
3. <i>Institut national d'assurance maladie-invalidité</i>	42
3.1. COMPÉTENCES.....	42
3.2. ORGANISATION.....	43
4. <i>Institut national assurance sociale pour travailleur indépendant</i> ...	43
4.1. COMPÉTENCES.....	43
4.2. ORGANISATION.....	43
5. <i>Divers</i>	44

TITRE 3

Acteurs de réflexion et de coordination

CHAPITRE 1. CONSEIL DES MINISTRES	47
CHAPITRE 2. COLLÈGE DES PROCUREURS GÉNÉRAUX.....	49
CHAPITRE 3. CONSEIL DES AUDITEURS DU TRAVAIL	51
CHAPITRE 4. SERVICE D'INFORMATION ET DE RECHERCHE SOCIALE (S.I.R.S.).....	53
Section 1. Historique	53
Section 2. Mission du S.I.R.S.	54
Section 3. Composition	56
1. <i>Le comité stratégique</i>	56
1.1. COMPOSITION	56
1.2. MISSION.....	56
2. <i>Staff</i>	57
2.1. COMPOSITION	57
2.2. MISSIONS DU DIRECTEUR	57
2.3. MISSIONS DU STAFF	57
3. <i>Les comités de concertation structurelle</i>	58
3.1. COMPOSITION	58
3.2. MISSIONS.....	58
CHAPITRE 5. CELLULES D'ARRONDISSEMENT.....	61
Section 1. Espace géographique	61
Section 2. Composition	61
Section 3. Missions	62

CHAPITRE 6. LA COMMISSION DE PARTENARIAT	63
Section 1. Composition	63
Section 2. Mission	63
CHAPITRE 7. LES PLATEFORMES DE CONCERTATION DE LA LUTTE CONTRE LA FRAUDE SOCIALE	65
Section 1. La plateforme de lutte contre la fraude sociale grave et/ou organisée	65
1. <i>Composition</i>	65
2. <i>Mission</i>	66
Section 2. La plateforme opérationnelle de lutte contre la fraude sociale	66
1. <i>Composition</i>	66
2. <i>Missions</i>	67
Section 3. La plateforme d'échange de données	67
CHAPITRE 8. LE CONSEIL CONSULTATIF DU DROIT PÉNAL SOCIAL ...	69
Section 1. Composition	69
Section 2. Missions	70
Section 3. Fonctionnement	70

Partie 2

Pouvoirs et devoirs des inspections sociales

TITRE 1

Sources normatives

..... 75

TITRE 2

Avis et conseils

..... 79

TITRE 3

Devoirs

INTRODUCTION	85
CHAPITRE 1. DEVOIRS GÉNÉRAUX.....	87
Section 1. Confidentialité des données	87
Section 2. Anonymat du plaignant.....	87
Section 3. Intégrité des inspecteurs sociaux.....	88
Section 4. Règles de déontologie.....	89
Section 5. Avertissement préalable	89
CHAPITRE 2. PRINCIPES À RESPECTER LORS D'UN CONTRÔLE	91
Section 1. Proportionnalité.....	91
Section 2. Discretion	91
Section 3. Rapidité.....	92
Section 4. Étalement des auditions	92
Section 5. Effet de rafle à éviter.....	92
Section 6. Information aux personnes concernées.....	92
Section 7. Contacts avec la presse.....	92
Section 8. Finalité	93
Section 9. Provocation.....	93

TITRE 4

Pouvoirs généraux

CHAPITRE 1. COMPÉTENCE <i>RATIONE LOCI</i>	97
CHAPITRE 2. GÉNÉRALITÉS	99
Section 1. Documents de légitimation.....	99
Section 2. Pouvoir de réquisition des services de police.....	99
Section 3. Qualité d'officier de police judiciaire	100
1. <i>Historique et ratio legis</i>	100
2. <i>Code d'instruction criminelle : référence pour l'application de certaines législations</i>	102
2.1. TEXTE LÉGAL.....	102
2.2. CONSÉQUENCES D'UNE ACTION DANS LE CADRE DU CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE	103
2.2.1. Perte de certains droits.....	103

2.2.1.1. Pouvoir d'appréciation	103
2.2.1.2. Visite domiciliaire	103
2.2.1.3. Saisies	103
2.2.1.4. Échange d'informations	104
2.2.2. ... parfois vite recouverts	104
2.2.3. ... ou définitivement perdus	104
Section 4. Prestation de serment	106
CHAPITRE 3. ACCÈS AUX BÂTIMENTS	107
Section 1. Lieux de travail et lieux soumis à contrôle	107
1. <i>Texte légal</i>	107
2. <i>Lieux ouverts au contrôle</i>	107
Section 2. Espaces habités	109
1. <i>Texte légal</i>	109
2. <i>Espace habité et domicile – Approche en droit international</i>	110
2.1. TEXTES INTERNATIONAUX	110
2.2. ACCEPTION DU TERME « DOMICILE » PAR LA COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME	111
2.2.1. Des locaux professionnels d'une personne physique aux locaux commerciaux d'une personne morale	111
2.2.2. Ingérence possible dans le respect de certaines conditions	114
2.3. ACCEPTION DU TERME « DOMICILE » PAR LA COUR DE JUSTICE DE L'UNION EUROPÉENNE	115
3. <i>Espace habité et domicile – Approche en droit interne</i>	117
3.1. DÉFINITION DU TERME « DOMICILE »	117
3.2. OCCUPATION RÉELLE ET HABITUELLE	120
3.3. UNE OCCUPATION QUEL QUE SOIT LE TITRE DE L'OCCUPATION	122
4. <i>Exclusions</i>	123
4.1. LIEUX OUVERTS AU PUBLIC	123
4.2. CLUBS ET BARS PRIVÉS	123
5. <i>Particularités</i>	125
Section 3. Visite domiciliaire	126
1. <i>Notions</i>	126
2. <i>Visite domiciliaire moyennant autorisation du juge d'instruction</i>	128
2.1. CONSTITUTIONNALITÉ DE LA NORME	128
2.2. PROCÉDURE	129
2.2.1. <i>Ratio legis</i>	129
2.2.2. Demande	130

2.2.3. Décision.....	130
2.2.4. Dépôt de la procédure au dossier répressif.....	132
3. <i>Visite domiciliaire sans autorisation du juge d'instruction</i>	133
3.1. HYPOTHÈSES LÉGALES.....	133
3.2. APPEL EN PROVENANCE DES LIEUX, INCENDIE OU INONDATION.....	133
3.3. FLAGRANT DÉLIT.....	134
3.4. CONSENTEMENT.....	135
3.4.1. Personne qui a la jouissance effective.....	135
3.4.1.1. Personne physique.....	135
3.4.1.2. Personne morale.....	136
3.4.2. Procédure.....	137
3.4.3. Droit de rétractation.....	137
4. <i>Sanction d'une visite domiciliaire irrégulière</i>	138
CHAPITRE 4. IDENTIFICATION ET AUDITION DE PERSONNES	141
Section 1. Texte légal	141
Section 2. Identification	141
Section 3. Audition	142
1. <i>Généralités</i>	142
2. <i>Droits de la personne entendue</i>	142
2.1. « PETIT FRANCHIMONT ».....	142
2.2. LOI SALDUZ.....	143
2.2.1. Principes.....	143
2.2.2. Application de la loi Salduz en phase administrative.....	145
3. <i>Langue de l'audition</i>	146
4. <i>Remise d'une copie du procès-verbal d'audition</i>	147
5. <i>Force probante du procès-verbal d'audition</i>	148
Section 4. L'arrestation	148
CHAPITRE 5. FOUILLE	149
Section 1. Fouille corporelle	149
Section 2. Fouille de vêtements	149
Section 3. Fouille de véhicules	150
CHAPITRE 6. PRODUCTION ET RECHERCHE DE DOCUMENTS	151
Section 1. Ratio legis	151
Section 2. Production et recherche de supports d'information contenant des données sociales ou dont la tenue est imposée par une loi	152

1. <i>Notions</i>	152
1.1. SUPPORTS D'INFORMATION.....	152
1.2. DONNÉES SOCIALES.....	152
1.3. DONNÉES DONT LA TENUE EST IMPOSÉE PAR UNE LOI.....	154
1.4. DONNÉES À CARACTÈRE PRIVÉ OU MIXTES.....	156
2. <i>Pouvoir de recherche</i>	156
2.1. HISTORIQUE.....	156
2.2. DROIT DE RECHERCHE : NOTIONS.....	156
2.3. POUVOIR DE RECHERCHE LIMITÉ <i>RATIONE LOCI</i>	157
2.4. PRINCIPES DIRECTEURS.....	157
2.5. PROCÉDURE.....	159
2.5.1. Généralités.....	159
2.5.2. Droit d'accès aux systèmes informatiques.....	160
3. <i>Prise de copie</i>	160
3.1. DÉFINITION.....	160
3.2. <i>RATIO LEGIS</i>	161
3.3. COPIE DE DONNÉES « PAPIER ».....	161
3.4. COPIE DES DONNÉES CONTENUES SUR UN SYSTÈME INFORMATIQUE.....	161
4. <i>Saisies et mises sous scellés</i>	162
5. <i>Exception</i>	163
Section 3. Production de supports d'information contenant toutes autres données	163
1. <i>Notions</i>	163
2. <i>Production</i>	163
3. <i>Prise de copie</i>	164
4. <i>Refus de collaboration</i>	164
Section 4. Quelques actes problématiques	164
1. <i>Ouverture de courrier</i>	164
2. <i>Ouverture de courriel</i>	166
3. <i>Ouverture d'armoires ou de pièces fermées à clé</i>	166
4. <i>Ouverture d'une porte d'établissement fermée</i>	167
CHAPITRE 7. PRÉLÈVEMENT D'ÉCHANTILLON	169
CHAPITRE 8. ÉTABLISSEMENT, APPPOSITION ET DÉLIVRANCE DE DOCUMENTS SOCIAUX	171
Section 1. Les pouvoirs des inspections	171
Section 2. Sanctions	171

CHAPITRE 9. TRADUCTION DES PIÈCES	173
CHAPITRE 10. DROIT DE FAIRE DES CONSTATATIONS PAR IMAGE.....	177
CHAPITRE 11. CONTRÔLE DES ABUS D'ADRESSES FICTIVES PAR LES BÉNÉFICIAIRES DES PRESTATIONS SOCIALES	179
CHAPITRE 12. CERTAINES COMPÉTENCES SPÉCIALES.....	183
Section 1. Paiement de la rémunération par l'employeur.....	183
Section 2. Occupation d'un ressortissant d'un pays tiers en séjour illégal en Belgique.....	184

TITRE 5

Pouvoirs particuliers

CHAPITRE 1. CONSIDÉRATIONS LIMINAIRES.....	189
CHAPITRE 2. FINALITÉ	191
CHAPITRE 3. CHAMP D'APPLICATION <i>RATIONE PERSONAE</i>	193
CHAPITRE 4. MESURES DE PRÉVENTION.....	195
Section 1. Mesures de prévention adéquates	195
Section 2. Mesures de prévention particulières	196
CHAPITRE 5. INTERDICTIONS PARTICULIÈRES.....	197
CHAPITRE 6. CESSATION DU TRAVAIL ET ÉVACUATION DES LIEUX DE TRAVAIL	199
CHAPITRE 7. MISE SOUS SCÉLLÉS.....	201
CHAPITRE 8. SANCTIONS.....	203

TITRE 6

Saisies et mises sous scellés

CHAPITRE 1. SAISIES ET MISES SOUS SCÉLLÉS ADMINISTRATIFS.....	207
Section 1. Notions.....	207
1. Saisie et mise sous scellés de supports d'information	207
2. Mise sous scellés de biens meubles et immeubles.....	208

3. <i>Principes directeurs communs</i>	208
3.1. PRINCIPE DE FINALITÉ.....	208
3.2. PRINCIPE DE PROPORTIONNALITÉ.....	209
3.3. PRINCIPE DE TEMPORALITÉ.....	210
Section 2. Garanties formelles	210
CHAPITRE 2. SAISIES ET MISES SOUS SCHELLÉS JUDICIAIRES	213
Section 1. Notions	213
Section 2. Procédure	214
CHAPITRE 3. SANCTIONS	217
Section 1. Bris de scellés	217
Section 2. Non-respect des mesures de contrainte	217
Section 3. Non-respect des garanties formelles	218

TITRE 7

Échange d'informations

CHAPITRE 1. CONSIDÉRATIONS LIMINAIRES	221
CHAPITRE 2. ÉCHANGE INTRANATIONAL D'INFORMATIONS	223
Section 1. Texte légal	223
Section 2. Informations pouvant être échangées	224
Section 3. Frontière entre phase administrative et phase judiciaire	225
1. <i>Considérations liminaires</i>	225
2. <i>Frontière théorique</i>	225
2.1. ARRÊTS DU 29 OCTOBRE 2007.....	226
2.2. ARRÊT DU 19 NOVEMBRE 2007.....	227
2.3. DÉLIMITATION DE LA FRONTIÈRE.....	230
3. <i>Frontière pratique</i>	230
Section 4. Communication d'informations en phase administrative	231
1. <i>Communication entre services d'inspection</i>	231
2. <i>Communication à d'autres instances</i>	231
3. <i>Demande de renseignements adressée à certaines institutions</i>	231
Section 5. Communication d'informations en phase judiciaire	233
1. <i>Principes</i>	233

2. <i>Communication avec les services de police</i>	234
3. <i>Sanction</i>	235
Section 6. Respect du secret médical	235
Section 7. Utilisation et force probante des pièces échangées	235
CHAPITRE 3. ÉCHANGE INTERNATIONAL D'INFORMATIONS	237

TITRE 8

Procès-verbal de constat d'infraction

CHAPITRE 1. POUVOIR D'APPRÉCIATION	241
Section 1. Texte légal	241
Section 2. Considérations liminaires	242
Section 3. Choix de l'inspecteur en phase administrative	242
Section 4. Choix de l'inspecteur en phase judiciaire	243
CHAPITRE 2. FORME ET CONTENU DU PROCÈS-VERBAL	247
Section 1. La forme	247
Section 2. Mentions	247
Section 3. Emploi des langues	249
CHAPITRE 3. NOTIFICATION	251
Section 1. Actes devant être notifiés	251
Section 2. À qui doit-on notifier le <i>pro justitia</i> ?	251
Section 3. Délai de notification	252
CHAPITRE 4. FORCE PROBANTE	255
Section 1. Conditions d'application de la force probante	255
1. <i>Conditions propres à l'inspecteur social</i>	255
2. <i>Conditions relatives au délai de notification</i>	255
Section 2. Actes auxquels s'attache la force probante	256
Section 3. Faits auxquels s'attache la force probante	257
Section 4. Utilisation du procès-verbal par un autre service	258
Section 5. Procédures dans lesquelles le procès-verbal conserve sa force probante	258
Section 6. Preuve contraire	259

Partie 3

Personnes pénalement et civilement responsables

TITRE 1

Personnes physiques pénalement responsables

CHAPITRE 1. PRINCIPE (IMPUTABILITÉ LÉGALE) ET EXCEPTIONS (IMPUTABILITÉ CONVENTIONNELLE ET DÉLÉGATION DE POUVOIR).....	265
Section 1. Imputabilité légale.....	265
Section 2. Imputabilité conventionnelle.....	266
1. <i>Les cas d'application.....</i>	266
2. <i>La technique d'imputabilité.....</i>	267
Section 3. Délégation de pouvoir.....	268
1. <i>Considérations liminaires.....</i>	268
2. <i>Définition.....</i>	269
3. <i>Conditions de validité.....</i>	269
3.1. <i>ABSENCE DE FRAUDE.....</i>	269
3.2. <i>LIMITATION À UNE PARTIE D'ACTIVITÉ DÉFINIE.....</i>	269
3.3. <i>UNE DÉLÉGATION CLAIRE ET EXPLICITE.....</i>	270
3.4. <i>ACCEPTATION PAR UN DÉLÉGATAIRE COMPÉTENT.....</i>	270
3.5. <i>EFFECTIVITÉ DE LA DÉLÉGATION.....</i>	270
3.6. <i>UNE DÉLÉGATION SOUMISE À SURVEILLANCE RÉGULIÈRE.....</i>	271
4. <i>Preuve de la délégation.....</i>	271
5. <i>Conséquences de la délégation.....</i>	271
6. <i>La subdélégation.....</i>	272
CHAPITRE 2. EMPLOYEUR.....	273
Section 1. L'employeur <i>sensu stricto</i>.....	273
Section 2. L'employeur <i>sensu lato</i>.....	275
CHAPITRE 3. MANDATAIRE.....	277
Section 1. Administrateurs et gérants.....	277
1. <i>Théorie du mandat.....</i>	277
2. <i>Théorie de l'organe.....</i>	278
3. <i>Gérant et administrateur : employeur ou mandataire ?.....</i>	280

Section 2. Autres mandataires.....	280
Section 3. Secrétariats sociaux.....	282
CHAPITRE 4. PRÉPOSÉ.....	285
CHAPITRE 5. TRAVAILLEUR.....	287
CHAPITRE 6. CERTAINES CATÉGORIES PARTICULIÈRES.....	291
Section 1. Coordinateur sécurité.....	291
Section 2. Curateur et liquidateur.....	292
1. Règles générales.....	292
2. Dispositions particulières.....	292
Section 3. Maître d'ouvrage, maître d'œuvre, entrepreneur, sous-traitant et coordinateur sécurité.....	293
Section 4. Parents.....	293
Section 5. Indépendants.....	294
Section 6. Responsables solidaires.....	294
Section 7. Certains entrepreneurs, maîtres d'ouvrage et sous- traitants.....	294
Section 8. Entreprises de travail intérimaire.....	295
Section 9. Membres du Conseil central de l'économie, d'un conseil d'entreprise, d'un comité pour la prévention et la protection au travail ou d'une délégation syndicale.....	295
Section 10. Réviseurs, experts-comptables et commissaires.....	296
Section 11. Certaines institutions de sécurité sociale.....	297
Section 12. Médecins et praticiens de l'art de guérir.....	297
Section 13. Certaines personnes extérieures à l'entreprise.....	298
CHAPITRE 7. CATÉGORIE RÉSIDUAIRE.....	299
CHAPITRE 8. CERTAINES EXCEPTIONS.....	303
Section 1. Conseiller en prévention.....	303
1. Conseiller en prévention du service interne.....	303
2. Conseiller en prévention du service externe.....	305
Section 2. Délégués syndicaux.....	305
CHAPITRE 9. DÉTERMINATION DE LA PERSONNE PHYSIQUE PÉNALEMENT RESPONSABLE.....	307
Section 1. Considérations liminaires.....	307
Section 2. Une seule personne a commis l'infraction.....	307
Section 3. Plusieurs personnes ont participé à la commission de l'infraction.....	308

Section 4. Association de fait.....	311
Section 5. Corréité.....	311

TITRE 2

Personnes morales pénalement responsables

CHAPITRE 1. HISTORIQUE.....	315
CHAPITRE 2. DU 2 JUILLET 1999 AU 29 JUILLET 2018.....	317
Section 1. Le texte légal.....	317
Section 2. Le champ d'application <i>ratione personae</i>	318
1. Champ d'application.....	318
2. Constitutionnalité de la norme.....	319
Section 3. Application de l'article 5 du Code pénal en l'absence d'une des parties.....	320
Section 4. Comportements donnant lieu à une répression pénale....	321
1. Toutes les infractions sont-elles possibles?.....	321
2. Lien intrinsèque entre l'infraction et la personne morale.....	323
3. L'exigence d'une faute propre.....	324
Section 5. Élément et imputabilité moral(e).....	325
1. L'élément moral.....	325
2. L'imputabilité morale.....	325
Section 6. (Dé)cumul de responsabilité.....	326
1. Décumul comme principe légal.....	326
2. Infraction commise par négligence.....	327
2.1. CONSIDÉRATIONS LIMINAIRES.....	327
2.2. CONSTITUTIONNALITÉ DE LA NORME.....	328
2.2.1. Notion de faute la plus grave.....	328
2.2.2. Personnes morales de droit public.....	330
2.3. NOTION DE FAUTE LA PLUS GRAVE.....	330
3. Infraction commise sciemment ou volontairement.....	333
4. Situations dans lesquelles le cumul est impossible.....	335
5. Droits des travailleurs.....	335
CHAPITRE 3. À PARTIR DU 30 JUILLET 2018.....	337
Section 1. Le texte légal.....	337
Section 2. Champ d'application <i>ratione personae</i>	338

Section 3. Le cumul de condamnation.....	338
Section 4. Comportements donnant lieu à une répression pénale...	339
Section 5. Lien intrinsèque entre l'infraction et la personne morale.....	339

TITRE 3

Responsabilité civile

CHAPITRE 1. CONSIDÉRATIONS LIMINAIRES.....	343
CHAPITRE 2. RESPONSABILITÉ CIVILE DE L'EMPLOYEUR.....	345
Section 1. Texte légal	345
Section 2. Définitions	346
1. <i>Commettant</i>	346
2. <i>Domestique</i>	346
3. <i>Préposé</i>	346
Section 3. Système de l'article 1384, alinéa 3, du Code civil	347
1. <i>Lien d'autorité</i>	347
2. <i>La « faute »</i>	350
2.1. UNE FAUTE ET UN DOMMAGE... ..	350
2.2. ... CAUSÉS DANS L'EXERCICE DE LEUR FONCTION.....	350
2.2.1. Notions.....	350
2.2.2. Acte accompli en raison de l'exécution du contrat.....	351
2.2.3. Abus de fonction.....	352
2.2.4. Actes illicites ou interdits.....	356
2.3. UN TIERS.....	357
2.4. ACTION SUBROGATOIRE.....	358
CHAPITRE 3. RESPONSABILITÉ CIVILE DU TRAVAILLEUR	359
Section 1. Texte légal	359
Section 2. Principe	360
Section 3. Exceptions.....	360
1. <i>Dol</i>	360
2. <i>Faute lourde</i>	361
3. <i>Faute légère habituelle</i>	361
Section 4. Dommage.....	362
Section 5. Lien de causalité.....	362

Partie 4

Infractions

TITRE 1

Présentation du Code

..... 365

TITRE 2

Rappel des principes

CHAPITRE 1. <i>NULLA POENA SINE LEGE</i>	371
CHAPITRE 2. PRINCIPE DE LÉGALITÉ.....	373
Section 1. Principes.....	373
Section 2. Première application : le règlement général sur la protection du travail et la loi du 4 août 1996.....	378
1. <i>Qui ?</i>	378
2. <i>Quoi ?</i>	378
3. <i>Comment ?</i>	379
4. <i>La loi du 4 août 1996</i>	381
Section 3. Seconde application : les conventions collectives de travail.....	382
1. <i>Position du problème</i>	382
2. <i>Proposition de la Commission de réforme</i>	383
3. <i>Situation actuelle</i>	384
CHAPITRE 3. <i>NON BIS IN IDEM</i>	385
Section 1. Considérations liminaires	385
Section 2. Conditions d'application du principe <i>non bis in idem</i>	392
1. <i>Une décision de nature pénale</i>	392
1.1. PRINCIPES.....	392
1.2. APPLICATION SECTORIELLE	392
1.2.1. Chômage	393
1.2.2. Revenu d'intégration sociale.....	393
1.2.3. Assujettissement à la sécurité sociale des travailleurs salariés.....	395

1.2.4. Amendes administratives.....	398
1.2.5. Le secteur de l'assurance maladie-invalidité	399
2. Une décision définitive.....	400
Section 3. L'appréciation par le juge.....	401

TITRE 3

Principales infractions

CHAPITRE 1. LES INFRACTIONS CONTRE LA PERSONNE DU TRAVAILLEUR.....	405
Section 1. Les examens médicaux.....	405
Section 2. Violence et harcèlement moral ou sexuel au travail.....	408
Section 3. La santé et la sécurité au travail.....	411
Section 4. L'âge d'admission au travail.....	412
CHAPITRE 2. LES INFRACTIONS EN MATIÈRE DE TEMPS DE TRAVAIL.....	415
CHAPITRE 3. LES INFRACTIONS RELATIVES AUX AUTRES CONDITIONS DE TRAVAIL.....	417
Section 1. Non-paiement de la rémunération.....	417
1. <i>L'incrimination.....</i>	417
2. <i>Non-paiement de l'indemnité compensatoire ou complémentaire de préavis.....</i>	418
3. <i>Situation en cas de faillite.....</i>	419
Section 2. La responsabilité solidaire.....	420
1. <i>Procédure.....</i>	420
2. <i>Sanctions.....</i>	422
Section 3. Abus de bien sociaux.....	422
CHAPITRE 4. LE TRAVAIL ILLÉGAL.....	425
Section 1. Main-d'œuvre étrangère.....	425
1. <i>Responsabilité pénale.....</i>	425
2. <i>Responsabilité solidaire.....</i>	429
2.1. PROCÉDURE.....	429
2.2. SANCTIONS.....	430
Section 2. Le travail intérimaire.....	431
Section 3. Mise à disposition.....	431

1. <i>Responsabilité pénale</i>	431
2. <i>Responsabilité civile</i>	433
2.1. CIVILEMENT RESPONSABLE.....	433
2.2. ACCIDENTS DU TRAVAIL.....	434
CHAPITRE 5. LE TRAVAIL NON DÉCLARÉ	435
Section 1. La non-déclaration d'un travailleur à l'autorité	435
1. <i>L'incrimination</i>	435
2. <i>Le champ d'application ratione personae</i>	436
Section 2. Travail non déclaré dans le chef du travailleur	439
1. <i>Texte légal</i>	439
2. <i>Éléments matériels</i>	440
3. <i>Élément moral</i>	441
4. <i>Exclusions</i>	441
Section 3. Défaut de souscription d'une police assurance-loi	441
1. <i>Champ d'application de la loi du 10 avril 1971</i>	441
2. <i>Sanctions pénales</i>	442
3. <i>Sanctions civiles</i>	442
4. <i>L'interprétation de la loi du 10 avril 1971</i>	443
CHAPITRE 6. LA COMMUNICATION DE LA DÉSIGNATION D'UNE PERSONNE DE LIAISON EN CAS DE DÉTACHEMENT DE TRAVAILLEURS EN BELGIQUE	445
CHAPITRE 7. LES INFRACTIONS CONCERNANT LES DOCUMENTS SOCIAUX OU DE TYPE SOCIAL	447
CHAPITRE 8. LES INFRACTIONS CONCERNANT LES RELATIONS COLLECTIVES DE TRAVAIL	449
CHAPITRE 9. LES INFRACTIONS EN MATIÈRE DE CONTRÔLE	451
Section 1. Obstacle au contrôle	451
1. <i>Historique</i>	451
2. <i>Incrimination</i>	453
2.1. TEXTE LÉGAL.....	453
2.2. ÉLÉMENTS CONSTITUTIFS.....	453
2.2.1. Entrave.....	453
2.2.2. Un acte volontaire	458

2.2.3. Autorité agissante.....	458
2.2.4. Personne posant l'acte.....	459
2.3. EXCEPTIONS À L'OBSTACLE AU CONTRÔLE.....	459
2.4. SANCTION.....	459
3. <i>Droit au silence</i>	460
3.1. DÉFINITION.....	460
3.2. ARRÊTS DE LA COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME.....	460
3.3. PRINCIPES ET LIMITES.....	463
3.4. EXERCICE D'UNE FORME DE COERCITION.....	464
4. <i>Droit au silence en phase administrative</i>	465
4.1. CONSIDÉRATIONS LIMINAIRES.....	465
4.2. ARRÊTS DE LA COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME.....	466
4.3. TENTATIVE DE CONCILIATION.....	467
4.3.1. Phase de surveillance <i>versus</i> phase répressive.....	467
4.3.2. Ouverture de porte.....	468
4.3.3. Remise de document.....	469
4.3.3.1. Principes dégagés par la jurisprudence strasbourgeoise.....	469
4.3.3.2. Recherche de documents par l'inspection du travail.....	470
4.3.3.3. Un procès-verbal pour obstacle à la surveillance viole-t-il le droit au silence ?.....	471
4.3.4. Déclarations aux inspections.....	474
Section 2. Le non-respect des mesures de contrainte prises par les inspecteurs sociaux.....	475
Section 3. Le non-respect de la décision judiciaire visée à l'article 2 de la loi du 2 juin 2010 comportant des dispositions de droit pénal social.....	476
CHAPITRE 10. LES INFRACTIONS CONCERNANT LA SÉCURITÉ SOCIALE.....	477
Section 1. Non-paiement des cotisations de sécurité sociale.....	477
1. <i>Texte légal</i>	477
2. <i>Affiliation à l'O.N.S.S.</i>	478
3. <i>Sanctions civiles</i>	478
Section 2. Assujettissement frauduleux.....	479
1. <i>Texte légal</i>	479
2. <i>Hypothèses visées</i>	479
3. <i>Affiliation fictive comme indépendant</i>	480

CHAPITRE 11. MISE AU TRAVAIL D'UN CHÔMEUR OU D'UN INVALIDE.....	481
CHAPITRE 12. LES INFRACTIONS DE FAUX, D'USAGE DE FAUX, DE DÉCLARATIONS INEXACTES OU INCOMPLÈTES ET D'ESCROQUERIE EN DROIT PÉNAL SOCIAL.....	483
Section 1. Faux social et escroquerie sociale.....	483
1. <i>Texte légal</i>	483
2. <i>Ratio legis</i>	483
3. <i>Le faux social</i>	484
4. <i>L'escroquerie sociale</i>	486
Section 2. Les déclarations inexactes ou incomplètes.....	487
CHAPITRE 13. LES INFRACTIONS DU CODE PÉNAL.....	489
Section 1. Coups et blessures.....	489
Section 2. Rébellion.....	491
Section 3. Outrage.....	491
Section 4. Bris de scellés.....	492
Section 5. Traite des êtres humains.....	492
Section 6. Marchands de sommeil.....	494

Partie 5

Imputabilité de l'infraction

TITRE 1

Considérations liminaires

..... 499

TITRE 2

Élément matériel

..... 503

TITRE 3

Élément moral

CHAPITRE 1. NOTIONS.....	509
CHAPITRE 2. FAUTE.....	511
CHAPITRE 3. EXCEPTIONS.....	515

TITRE 4

Imputabilité morale

CHAPITRE 1. NOTIONS.....	519
CHAPITRE 2. FORCE MAJEURE.....	521
Section 1. Notions.....	521
Section 2. Situations exclusives de force majeure.....	522
Section 3. Hypothèses dans lesquelles la force majeure a été reconnue.....	523
CHAPITRE 3. ÉTAT DE NÉCESSITÉ.....	525
Section 1. Notions.....	525
Section 2. Situations exclusives d'état de nécessité.....	526
Section 3. Hypothèses dans lesquelles l'état de nécessité a été reconnu.....	527
CHAPITRE 4. ERREUR OU IGNORANCE INVINCIBLE.....	529
Section 1. Notions.....	529
Section 2. Situations exclusives d'erreur ou d'ignorance invincible.....	530
Section 3. Hypothèses dans lesquelles l'erreur ou l'ignorance invincible ont été reconnues.....	532
Section 4. Appendice : la bonne foi.....	534
CHAPITRE 5. ORDRE DE L'AUTORITÉ OU FAIT DU PRINCE.....	535
CHAPITRE 6. FAUTE DU TRAVAILLEUR.....	537

Partie 6

Procédures

TITRE 1

Preuve de l'infraction

CHAPITRE 1. LES MOYENS DE PREUVE	543
Section 1. Considérations liminaires	543
Section 2. L'échantillonnage	543
Section 3. Le <i>mystery shopping</i>	544
1. <i>Le texte légal</i>	544
2. <i>Les discriminations visées</i>	545
3. <i>La procédure</i>	547
3.1. UNE PLAINTÉ OU UN SIGNALEMENT	547
3.2. LE SOUTIEN DU <i>DATAMINING</i> OU DU <i>DATAMACHING</i>	549
3.3. L'ACCORD DE L'AUDITEUR DU TRAVAIL	549
3.3.1. Une demande formulée par l'inspection compétente	549
3.3.2. Un accord écrit du ministère public	549
3.3.3. Un rapport écrit	550
3.4. SE PRÉSENTER PERSONNELLEMENT À UN EMPLOYEUR	550
3.5. LA SUBSIDIARITÉ	551
3.6. L'ABSENCE DE PROVOCATION	552
4. <i>L'exemption de peine</i>	553
4.1. LA <i>RATIO LEGIS</i>	553
4.2. LA COMPARAISON DES PEINES ENCOURUES	553
4.2.1. Les sanctions liées à la discrimination	553
4.2.2. Le faux en écriture	554
4.2.3. L'usage de faux nom	555
Section 4. L'utilisation des systèmes de vidéo-surveillance des magasins	556
Section 5. L'observation	556
Section 6. Les prises d'image	558
CHAPITRE 2. RÉGULARITÉ DE LA PREUVE	559
Section 1. Principes généraux	559
Section 2. Régularité des visites domiciliaires	562

CHAPITRE 3. ILLÉGALITÉ DE CERTAINES PREUVES EN DROIT PÉNAL SOCIAL	565
CHAPITRE 4. RENVERSEMENT DE LA PREUVE PAR LE PRÉVENU	567

TITRE 2

Procédures liées aux inspections sociales

CHAPITRE 1. VOIES DE RECOURS CONTRE LES MESURES PRISES PAR LES SERVICES D'INSPECTION SOCIALE.....	571
Section 1. Texte légal	571
Section 2. Mode d'introduction du recours	571
Section 3. Compétence <i>ratione loci</i>	572
Section 4. Audience et décision	573
1. Cause obligatoirement communicable.....	573
2. Urgence.....	573
3. Décision.....	574
Section 5. Sanctions.....	574
CHAPITRE 2. ACTION EN CESSATION	575

TITRE 3

Procédure judiciaire

CHAPITRE 1. PRINCIPES	579
CHAPITRE 2. SUITES DONNÉES À L'INFRACTION	581
Section 1. Classement sans suite.....	581
Section 2. Transaction	581
1. Le destinataire de la transaction.....	581
2. La procédure.....	582
3. Les implications civiles du paiement de la transaction	583
Section 3. Médiation.....	584
Section 4. Poursuites correctionnelles.....	584
CHAPITRE 3. POURSUITES CORRECTIONNELLES.....	585
Section 1. Principes.....	585
Section 2. Ministère public compétent.....	585

1. <i>Les principes</i>	585
2. <i>Les sanctions</i>	587
Section 3. Représentation des parties	588
1. <i>Personnes physiques</i>	588
2. <i>Personnes morales</i>	588
2.1. PERSONNES MORALES NON FAILLIES.....	588
2.1.1. Principes.....	588
2.1.2. Mandataire <i>ad hoc</i>	588
2.1.2.1. Texte légal.....	588
2.1.2.2. Hypothèse de désignation d'un mandataire <i>ad hoc</i>	589
2.1.2.3. Désignation du mandataire.....	589
2.1.2.4. Qualité et pouvoirs du mandataire <i>ad hoc</i>	593
2.1.2.5. Honoraires du mandataire <i>ad hoc</i> : position de la question.....	594
2.1.2.6. Honoraires du mandataire <i>ad hoc</i> : frais de défense ?.....	594
2.1.2.7. Honoraires du mandataire <i>ad hoc</i> : frais de justice ?.....	596
2.2. PERSONNES MORALES FAILLIES.....	598
Section 4. Constitution de partie civile	599
1. <i>Principes généraux</i>	599
2. <i>Article 46 de la loi du 10 avril 1971</i>	600
2.1. CONSIDÉRATIONS LIMINAIRES.....	600
2.2. CONSTITUTIONNALITÉ DU SYSTÈME.....	600
2.3. EMPLOYEUR.....	601
2.3.1. Faute intentionnelle.....	601
2.3.2. Dommages aux biens.....	601
2.3.3. L'accident sur le chemin du travail.....	602
2.3.4. L'accident de roulage.....	602
2.3.5. L'accident résultant de la méconnaissance grave et circonstanciée de règles de sécurité.....	602
2.4. MANDATAIRE ET PRÉPOSÉ.....	603
2.4.1. Faute intentionnelle.....	603
2.4.2. Accident sur le chemin du travail.....	603
2.4.3. Accident de roulage.....	603
2.5. TOUTES AUTRES PERSONNES.....	604
3. <i>Rémunération</i>	604
3.1. RÉPARATION DU DOMMAGE.....	604
3.2. RÉMUNÉRATION ISSUE D'UN TRAVAIL NON DÉCLARÉ.....	605
4. <i>La constitution de partie civile contre le civilement responsable</i>	608

TITRE 4

Procédure administrative

CHAPITRE 1. DIRECTION GÉNÉRALE DES AMENDES ADMINISTRATIVES	633
Section 1. Administration compétente	633
Section 2. Compétence du Service des amendes administratives	635
Section 3. Pouvoirs du Service des amendes administratives	635
CHAPITRE 2. PROCÉDURE	637
Section 1. Destinataire de la sanction	637
Section 2. Droits de la défense	637
Section 3. Délai de prise de décision	639
Section 4. Sanctions	640
Section 5. Règles de procédure	640
1. <i>Calcul de l'amende</i>	640
2. <i>Multipliation de l'amende</i>	641
3. <i>Circonstances atténuantes</i>	641
4. <i>Récidive</i>	641
5. <i>Sursis</i>	641
6. <i>Décimes additionnels</i>	642
7. <i>Emploi des langues</i>	642
8. <i>Motivation de la décision</i>	643
9. <i>Notification de la décision</i>	643
9.1. PRINCIPES GÉNÉRAUX.....	643
9.2. EXCEPTION RELATIVE AU NON-RESPECT DES RÈGLES APPLICABLES EN BELGIQUE EN MATIÈRE DE DÉTACHEMENT DE TRAVAILLEURS.....	644
Section 6. Les voies de recours	645
1. <i>La procédure</i>	645
2. <i>Les frais et dépens</i>	646
Section 7. Recouvrement de l'amende	646
1. <i>Principes généraux</i>	646
2. <i>Demande de recouvrement auprès de l'instance compétente d'un autre État membre</i>	646

TITRE 5

Procédure civile : l'action *sui generis* de l'auditeur du travail

CHAPITRE 1. TEXTE LÉGAL.....	651
CHAPITRE 2. UNE ACTION POUR QUEL TYPE D'INFRACTION ?.....	653
Section 1. <i>Ratio legis</i>	653
Section 2. Une infraction qui relève de la compétence des juridictions du travail.....	654
Section 3. Une infraction qui touche tout ou partie de l'entreprise.....	656
CHAPITRE 3. PROCÉDURE.....	657
Section 1. Type de procédure : pénale ou civile ?.....	657
Section 2. Citation.....	658
1. Préalable à la citation.....	658
2. Mode introductif de demande.....	658
3. Personne citée.....	658
Section 3. Déroulement du procès.....	659
1. Rôle du ministère public.....	659
2. Intervention des travailleurs et des tiers.....	660
3. Autorité de chose jugée d'une décision administrative.....	661
Section 4. Jugement et notification.....	662
1. Rôle du juge.....	662
2. Nature du jugement : déclaratif.....	662
3. Notification du jugement.....	662
4. Frais et dépens.....	663
5. Emploi des langues.....	664
Section 5. Voies de recours.....	665
Section 6. Sanctions pénales.....	665

TITRE 6

Prescription

CHAPITRE 1. INTRODUCTION.....	669
-------------------------------	-----

Section 1. Point de départ	672
Section 2. Délais	672
Section 3. Prescription de l'article 15 de la loi du 3 juillet 1978	673
CHAPITRE 2. DÉLAI RAISONNABLE	675
Section 1. Principes	675
Section 2. Point de départ du délai raisonnable	675
Section 3. Appréciation du délai raisonnable	678
Section 4. Sanctions du dépassement du délai raisonnable	679
Bibliographie.....	681
Index alphabétique.....	695